



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 1er septembre 2025

A partir du 10 septembre, par la grève, stoppons toutes les politiques au service des patrons !

Le contre-feu de Bayrou, appeler à un vote « *de confiance* » à l'Assemblée deux jours avant la mobilisation du 10 septembre, n'a pas touché toutes celles et ceux qui préparent activement ou qui attendent avec impatience ce jour « *pour tout bloquer* ». Au contraire, même, cela décuple l'envie d'en être, pour braver ce pouvoir si servile avec les riches et les patrons. Dimanche soir, l'encore Premier ministre y allait de sa petite concession : ne nous voler qu'un jour de congé au lieu de deux, mais il reste inflexible sur le vol de deux ans de nos vies sur les retraites. Ça met en rage et il faut que ça se voie !

Ce n'est pas à nous de payer les 44 milliards de Macron-Bayrou !

Ce « plan » d'économies est une déclaration de guerre aux travailleurs et aux classes populaires faite au nom du patronat et de la bourgeoisie. Sous prétexte de nous faire payer leur dette, Macron-Bayrou cherchent à nous faire les poches pour financer l'augmentation de plus de 50 % du budget de l'armée depuis 2017 et, surtout, les 211 milliards d'euros annuels de subventions aux entreprises, c'est-à-dire à leurs PDG et actionnaires.

Ils veulent supprimer 3 000 emplois dans la fonction publique et geler les salaires, baisser la durée d'indemnisation du chômage pour les travailleurs privés d'emploi, geler les pensions et supprimer l'abattement de 10 % d'impôts pour les retraités. Et, comble de l'indécence, ils veulent allonger le délai de carence des arrêts-maladie à sept jours, augmenter les franchises et supprimer ou réduire le remboursement de médicaments essentiels, y compris pour une partie des affections longue durée. Sans oublier la remise en question de la cinquième semaine de congés payés... Rien que ça !

La colère ouvrière n'aspire qu'à éclater, personne ne doit la canaliser !

Pendant que les organisations syndicales « pétitionnaient » durant tout l'été, se défiaient ou se démarquaient de l'appel au 10 septembre, des assemblées se sont réunies dans de nombreuses villes pour préparer cette date pour « *bloquer le pays* ».

Et cela a provoqué des grandes manœuvres au sein de tous les appareils politiques et syndicaux qui ont peur que ce mouvement, sans contrôle de leur part, débouche sur une grève qui s'étende et balaye

tout sur son passage. Très vite, le RN, Bardella, Le Pen, ont dit qu'ils n'avaient rien à voir avec le mouvement et se sont placés comme recours... pour taper encore plus fort contre les services publics et les travailleurs immigrés. Le PS, né avant la honte, se propose désormais pour gouverner... à la tête d'une gauche plurielle... avec Macron ! Mais sans la France insoumise, qui, elle, appelle à la grève générale, pour faire tomber Macron... et tout dévier vers une élection présidentielle anticipée dont rien de bon ne peut sortir. Du côté des directions syndicales « unies », pas d'appel au 10, mais un appel au 18 qui ne parle surtout pas du 10... Quant à celles qui appellent au 10, par exemple la CGT, c'est après un revirement à 180 degrés, sous la pression du succès annoncé du 10.

Décidément, pour gagner, réunissons-nous, organisons-nous à la base !

Renforçons la mobilisation dès maintenant : nous avons besoin de discuter entre collègues pour voir jusqu'où chacun se sent prêt à aller, comment construire et étendre un vrai mouvement « qui bloque tout » : pour battre Macron et le patronat, et construire une grève qui s'étende jusqu'à devenir générale. Bloquer, c'est faire grève. Bayrou veut se faire hara-kiri : bon débarras. Mais quel que soit le gouvernement qui sortira des prochains soubresauts parlementaires, ce sera un gouvernement de combat contre les travailleurs. Faisons remballer le plan Bayrou et tous ses clones.

Imposons l'augmentation généralisée des salaires, personne ne peut vivre avec moins de 2000 euros par mois ! Imposons l'interdiction des licenciements et l'embauche massive dans les services publics. De l'argent il y en a dans les caisses du patronat !

F. Provost ratiboise les budgets

Il ne lui a pas fallu longtemps pour passer à l'action : à peine le nouveau Directeur-Général nommé, Renault annonçait un gel des embauches et des coupes budgétaires. Mais ça n'a rien à voir avec les pratiques de son homonyme coiffeur.

La raison : les résultats du groupe sont bien en-dessous des attentes. Luca de Meo aurait-il donc enfumé tout le monde ?

Avec plan d'économie, Bayrou a fait des émules chez Renault. Le résultat est le même : faire payer les salariés pour enrichir le patronat.

Gare aux arnaques de l'été

Mi-juillet, Renault a fait signer un accord aux dirigeants syndicaux les plus tendres : la CFE-CGC, la CFDT et FO. L'idée brillante des RH : puisque Renault avait prévu d'embaucher 350 personnes, un plan de départs dans l'Ingénierie (des DA et une RCC) était nécessaire, afin de garder les effectifs « sous contrôle ».

Deux semaines plus tard, les embauches étaient gelées... mais le plan de départ est maintenu !

Cherchez l'erreur

A présent que la direction a réduit le télétravail à 2 jours par semaine, on se retrouve de nouveau bien serrés dans les locaux, surtout au Technocentre. C'est justement là où la direction a lancé la destruction du bâtiment Gradient alors que les salariés s'entassaient dans les bureaux.

C'est nous qui travaillons, c'est à nous de décider dans quelles conditions.

Le 10 septembre, on bloque Macron et les patrons

Vol de 2 jours fériés, coupes budgétaires dans la santé, suppression de postes de fonctionnaires, gel des pensions, des prestations sociales et des dépenses de l'État,... : le plan d'économie de Bayrou est un condensé d'attaques contre le monde du travail. Les 44 milliards qu'il entend économiser sur notre dos serviront à enrichir les grandes entreprises.

Le 10 septembre, on a l'occasion de mettre un stop à la politique pro-patronale du gouvernement. Pour bloquer le patronat, il faut utiliser nos armes de travailleurs, notamment la grève. Alors organisons-nous pour préparer le 10 septembre et ses suites.

L'homme qui valait 20 millions

De Meo a des goûts de luxe. Chez Renault il gonflait déjà sa rémunération un peu plus chaque année. Mais en partant chez Kering, il a fait une bonne affaire : au printemps, alors qu'il était encore DG, il a négocié une prime « de bienvenue » basée sur la valeur de l'action Renault.

Malin, il a fait des annonces financières très optimistes, et l'action a atteint des records, avant de

retomber. Une petite bulle spéculative rien que pour lui, qui lui a permis d'empocher 20 millions de prime. Et au passage, il revendait en mars des actions Renault à prix d'or, pour se faire 1,7 million de plus.

Si ce n'est pas un délit d'initiés, ça y ressemble...

Faites ce que je dis, pas ce que je fais

Bayrou ne cesse de lancer des appels à faire des économies et à s'en tenir à une rigueur budgétaire stricte. Mais il ne semble pas être entendu par le maire de Pau, qui vient de faire rénover de façon luxueuse son bureau à la mairie pour une somme de... 40 000 euros.

Les travaux sont intégralement payés sur fonds publics et ont été autorisés par un arrêté municipal datant du 28 juillet et signé bien sûr par Bayrou lui-même, pour faire du lieu « le plus beau bureau de la République ». Rien que ça.

Les charognards du RN sont de sortie

Marine Le Pen a finalement lâché Macron et Bayrou, qu'elle maintient en place depuis des mois. Elle a changé de tactique, mais pas de programme : au plan de Bayrou, le RN veut juste ajouter sa touche xénophobe et souverainiste avec des coupes budgétaires ciblées contre les immigrés et sur la contribution de la France au budget de l'Union Européenne (pourtant le RN n'a rien contre l'argent de l'UE...). Bardella s'est efforcé de convaincre le MEDEF qu'il était la meilleure option pour garantir les profits du CAC 40 et le RN dénonce le mouvement du 10 septembre.

Pas facile en effet de se présenter comme anti-système dans les urnes, quand on est viscéralement contre les travailleurs qui défendent leurs intérêts par leurs propres moyens...

Les charognards lepénistes qui se nourrissent des défaites du monde du travail espèrent tirer leur épingle du jeu parlementaire, mais ils ont gros à perdre si la contestation enfle sur le terrain des luttes.

Marche à la guerre : les hôpitaux réquisitionnés ?

D'après le « Canard enchaîné », le ministère de la Santé a demandé aux hôpitaux de se tenir prêt à un potentiel conflit généralisé en 2026. Une lettre a été envoyée aux Agences Régionales de Santé (ARS) pour préparer les hôpitaux à accueillir un afflux de militaires blessés : création de centres médicaux près des ports et aéroports, militarisation d'Orly,...

Surtout, le gouvernement demande aux directeurs d'ARS de sensibiliser « la communauté soignante aux contraintes d'un temps de guerre marqué par la raréfaction des ressources »... Pas besoin de les sensibiliser : les soignants connaissent déjà ça puisqu'ils font tourner les services en dépit du sous-effectif dramatique provoqué par la guerre que leur mène le gouvernement avec ses coupes budgétaires.